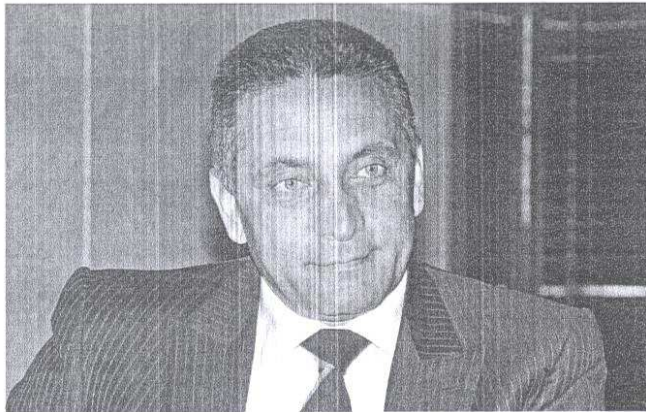


Métiers mondiaux

Les défis du nouveau «Émergence»

● Lancement aujourd'hui de la nouvelle stratégie industrielle. Le ministère de l'Industrie devrait annoncer les priorités de sa vision 2014-2020 et procéder à la signature de plusieurs conventions. Cette vision devrait intégrer une nouvelle dynamique pour les secteurs textile, agroalimentaire et métallurgique, tout en renforçant les acquis d'Émergence I.

Émergence fait peau neuve. Annoncé dès les 3^e Assises de l'industrie à Tanger en février 2013, le projet de recadrage de «la stratégie d'accélération industrielle» devrait être présenté aujourd'hui par le ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, Moulay Hafid Elalamy (photo). Un recadrage qui s'impose au regard des résultats peu encourageants de l'industrie marocaine durant ces dernières années. À part l'aéronautique et l'automobile et dans une moindre mesure l'offshoring, les autres métiers mondiaux du Maroc (textile, agroalimentaire, électronique) ont connu de sérieuses entraves. Ce diagnostic alarmant a d'abord motivé la décision de réviser les contrats-programmes du textile et de l'agroalimentaire, dont l'entrée en vigueur est toujours attendue. Ensuite, c'est l'élargissement de la stratégie à de nouveaux secteurs qui a mobilisé les efforts. 3 secteurs principaux sont sur la liste : La chimie-parachimie, le secteur pharmaceutique et l'industrie métallurgique, mécanique et électromécanique. Chacun de ces secteurs bénéficiant de son propre contrat-programme. La formule finale du nouveau ministre de l'Industrie, révélée aujourd'hui, devrait confirmer ces tendances. Le rendez-vous devrait être marqué par la signature de plusieurs accords, conventions et contrats-programmes. «Une série d'importantes conventions est prévue, touchant autant les engagements sectoriels que l'ensemble de l'écosystème industriel», souligne une source au ministère de l'Industrie. Il s'agira surtout de la validation de certains contrats-programmes (Textile,



IMME), de l'accompagnement des différents chantiers industriels, et de l'opérationnalisation de certains mémorandums d'entente signés

Le patronat et le ministère semblent sur la même longueur d'onde quant aux mesures à prendre pour booster l'industrialisation du pays.

précédemment. L'ensemble des composantes de l'écosystème fera l'objet également de signatures (financement, formation, infrastructures, PME). En tout cas, il semble que le patronat et le ministère sont sur la même longueur d'onde concernant les mesures à prendre pour booster l'industrialisation du pays. La CGEM, qui préparait son rapport sur les leviers de la compétitivité de l'économie marocaine depuis plusieurs mois (comportant une centaine de mesures de nature à relancer l'industrie) a décidé de rendre publiques les conclusions de son étude vendredi der-

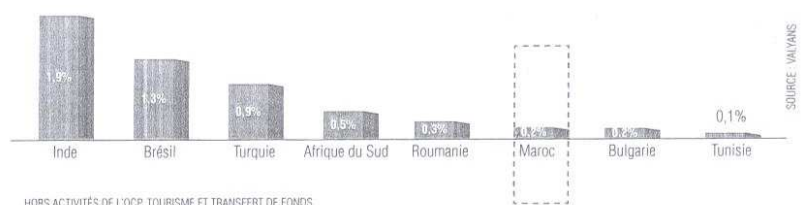
nier, à quelques jours seulement de la présentation de la stratégie ministérielle. Si la confédération patronale affirme qu'il s'agit d'un simple hasard de calendrier, certains y voient une anticipation des grands axes de la nouvelle stratégie.

Sauver l'agroalimentaire et le textile

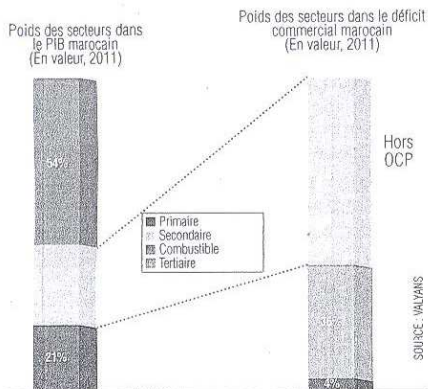
Toujours est-il que certaines mesures font d'ores et déjà l'unanimité entre gouvernement et secteur privé. La redynamisation des secteurs du textile et de l'agroalimentaire constitue sans doute l'une des décisions les plus urgentes. Et pour cause, les deux secteurs souffrent d'un sérieux manque de compétitivité. Les exportations sont en chute libre et l'utilisation des capacités de production s'affaiblissent. «Sans être totalement

mauvaise, la vision 2015 de la stratégie Émergence a surtout été incomplète. C'est pour cette raison que depuis à peu près 2 ans et demi, nous avons entamé un nouveau programme pour notre secteur à l'horizon 2025», souligne Mohamed Tazi, directeur général de l'AMITH. Pour les textileurs, ladite stratégie a au moins eu le mérite de déceler les faiblesses du secteur, même si elle n'a pas investi les moyens nécessaires pour dépasser ces limites. Résultat : le secteur peine encore à sortir de ses schémas classiques de sous-traitance et à proposer des produits avec une vraie valeur ajoutée. L'agroalimentaire attend également son contrat-programme. La modernisation de l'industrie, un meilleur accès aux matières premières et la création d'une valeur ajoutée sont les principaux moteurs de la réforme. La Fenagri peste également contre l'ouverture des frontières dans le cadre des ALE. Ce sont surtout les obstacles non tarifaires imposés à l'export qui fragilisent la compétitivité de l'offre marocaine. Le Maroc qui continue d'exporter la grande majorité de ses produits en vrac peine à se faire de la place sur le marché international des produits agroalimentaires. Il est à noter que le contrat-programme de l'agroalimentaire attend toujours les conclusions de l'étude stratégique sur le secteur pour pouvoir se concrétiser.

PARTS DE MARCHÉ MONDIALES À L'EXPORTATION (EN %, 2012)



POIDS DES SECTEURS DANS LE DÉFICIT COMMERCIAL MAROCAIN ET LE PIB, (EN 2011)



delhamid Souiri, président de la FIMME. Pour ce dernier, les importations demeurent importantes car il existe un déficit local. « Dans la nouvelle stratégie, il faut voir dans quelle mesure nous pouvons intégrer une chaîne de valeur dans certaines filières, telles que le solaire, le ferroviaire, l'automobile, l'aéronautique, etc. », affirme Souiri. De nouvelles mesures encouragent l'investissement, concernant la forma-

tion, le climat des affaires ou encore le programme P2I devraient également être intégrés à cette nouvelle stratégie. Ainsi, le gouvernement est attendu au tournant en ce qui concerne les questions du foncier industriel, du soutien aux PME ou encore de la formation professionnelle.

PAR **AYOUB NAÏM**
a.naim@leseco.ma

L'IMM fait son entrée

Pour sa part, l'offshoring devrait continuer à occuper une place de choix dans le cadre de la nouvelle stratégie. « Émergence a déjà donné des résultats importants concernant la stratégie offshoring, le Maroc a aujourd'hui une existence notable sur le carte de l'offshoring mondial et les investissements tant marocains qu'étrangers s'avèrent importants », affirme Amine Mounir Alaoui, président de l'Apebi. Toutefois, la crise en Europe a sérieusement impacté la compétitivité de l'offre Maroc. « Une étude est actuellement en cours pour opérer le diagnostic du secteur. Ses conclusions devraient servir de leviers pour relancer la compétitivité de l'offre Maroc », ajoute le président de l'Apebi. La fédération attend en tout cas de la nouvelle stratégie des solutions pour améliorer l'accès au financement, réduire les lourdeurs administratives et rehausser la qualité de service dans certaines filières stratégiques. « Le problème avec notre compétitivité, ce n'est plus seulement celui du coût, mais aussi celui de la qualité », souligne Alaoui. Par ailleurs, l'intégration des industries métallurgiques, mécaniques et électromécaniques dans le cadre des métiers mondiaux devrait être l'une des grandes annonces du rendez-vous d'aujourd'hui. La signature d'un contrat-programme avec ce secteur devrait à terme améliorer les performances du secteur et permettre de maximiser le contenu en valeur ajoutée locale. Plus de la moitié de nos importations sont liées au secteur des IMME et de la chimie-parachimie, qui sont des intrants pour les métiers mondiaux du Maroc tels que l'automobile ou l'aéronautique. L'amélioration des performances de ces secteurs devrait maximiser la création de valeur au niveau local et réduire les importations. Un constat défendu par la CGEM dans le cadre de son étude sur la compétitivité. « Nous sommes un secteur transversal qui touche à plusieurs autres secteurs, essentiels à la politique industrielle du Maroc. Le ministère est aujourd'hui conscient qu'il s'agit d'un domaine auquel il faut accorder beaucoup plus d'importance », souligne Ab-